

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Politisation-du-Prix-Shakarov-par-le-Parlement-Europeen>

Politisation du Prix Shakarov par le Parlement Européen.

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : vendredi 29 octobre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le dissident cubain Guillermo Fariñas et le Prix Sakharov du Parlement européen

Le 21 octobre 2010, le Parlement européen a annoncé le nom du lauréat 2010 du Prix Sakharov « pour la liberté de l'esprit », et l'a attribué au dissident cubain Guillermo Fariñas Hernández. Selon l'institution européenne, ce dernier s'inscrit « dans une longue lignée de dissidents, défenseurs de droits de l'homme et de la liberté de pensée ». Le président du Parlement Jerzy Buzek a noté que l'opposant au gouvernement de La Havane « a été prêt à risquer sa santé et sa vie pour faire changer les choses à Cuba ». Il s'agit de la troisième fois en neuf ans qu'un opposant cubain reçoit cette distinction, après *Les Dames en blanc* en 2005 et Oswaldo Payá en 2002 [1].

Il convient de revenir sur le parcours personnel de Guillermo Fariñas et son entrée dans le monde de la dissidence à Cuba, avant d'évoquer la politisation du Prix Shkarov.

Guillermo Fariñas

Né le 3 janvier 1962, Guillermo Fariñas est un ancien soldat ayant servi en Angola en 1981, dans la lutte pour l'indépendance de la nation africaine et contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Il a longtemps été un fervent admirateur du processus révolutionnaire, et son père avait participé à la lutte contre la dictature de Fulgencio Batista aux côtés de Fidel Castro. Suite à la chute du Mur de Berlin en 1989 et à l'apparition des premières difficultés économiques à Cuba, il a alors abandonné les Jeunesses communistes, sans pour autant prendre une position politique contraire au gouvernement de Havane [2].

Ce n'est qu'en 2003 qu'il effectue un virage idéologique à 180 degrés et tourne le dos aux idées qu'il avait auparavant défendues. Il intègre alors la dissidence et fonde l'agence de presse *Cubanacan Press*, financée par « des Cubains-américains anticastristes », selon l'agence étasunienne *Associated Press* [3]. Le Parlement européen signale qu'il est « partisan de la non-violence » et qu'il a mené « pas moins de 23 grèves de la faim pour attirer l'attention sur l'oppression des dissidents cubains et réclamer la liberté d'accès à Internet ». Il souligne également qu'il a passé onze ans en prison - en réalité neuf ans, mais n'a servi qu'un peu plus d'un an -, sans pour autant dévoiler les raisons de ses différentes condamnations [4].

A aucun moment, l'entité européenne n'affirme que ses séjours en prison sont dus à son activité politique pour la simple raison que ses incarcérations sont dues à des délits de droit commun. La discrétion du Parlement européen au sujet du casier judiciaire de Fariñas est compréhensible, car ses actes délictueux mettent à mal l'affirmation du caractère « non-violent » du Prix Sakharov 2010 [5].

En effet, Fariñas dispose d'un casier judiciaire chargé. En 1995, il avait été condamné à trois ans de prison avec sursis et à une amende de 600 pesos après avoir violemment agressé une femme, collègue de travail de l'institut de santé dans lequel il occupait un poste de psychologue, lui occasionnant de multiples blessures au visage et aux bras. Il réalisa alors sa première grève de la faim [6].

En 2002, dans la ville de Santa Clara, dans la province de Las Villas, Fariñas avait agressé une personne âgée avec un bâton. Cette dernière, sérieusement touchée, fut transportée d'urgence à l'hôpital où elle dut subir une ablation de rate. Suite à ce délit, il fut condamné à cinq ans et dix mois de prison. Il observa de nouveau une grève de la faim et bénéficia d'une mesure de liberté surveillée le 5 décembre 2003 pour des raisons de santé [7].

A ce sujet, l'agence de presse espagnole *EFE* se contente de déclarer qu'il avait été condamné « pour les délits de désordre public et agression », sans fournir de détails [8]. Pour sa part, *Associated Press* se fait plus explicite et rapporte que « certains de ses ennuis judiciaires sont dus à l'agression d'une collègue de travail et autres comportements violents [9] ».

En 2005, Fariñas entama une nouvelle grève de la faim, exigeant de l'Etat cubain que lui soit installé un accès

Internet à son domicile. Il fréquenta la représentation diplomatique étasunienne de La Havane, la Section d'intérêts nord-américains, laquelle finance ses activités. Il reconnaît aisément cette réalité. Le quotidien français *Libération* note que « *Fariñas n'a jamais nié avoir reçu des 'dons' de la Section des intérêts américains pour se procurer un ordinateur et exercer son métier de 'journaliste indépendant' sur Internet* [10] ».

Mais Guillermo Fariñas a réellement été médiatisé à partir du 24 février 2010 lorsqu'il a entamé, à son domicile, une grève de la faim, qui a duré jusqu'au 8 juillet 2010, afin d'exiger la libération de ceux qu'il qualifie de « *prisonniers d'opinion* », en référence aux opposants condamnés pour avoir accepté le financement des Etats-Unis [11]. D'ailleurs, à ce sujet, l'Agence étasunienne pour le développement international (USAID), dépendante du gouvernement fédéral, admet financer l'opposition cubaine. Selon l'Agence, pour l'année fiscale 2009, le montant de l'aide destinée aux dissidents cubains s'élevait à 15,62 millions de dollars. « *La grande majorité de cette somme est destinée à des individus se trouvant à Cuba. Notre but est de maximiser le montant du soutien dont bénéficient les Cubains dans l'île* [12] ».

L'organisation gouvernementale souligne également le point suivant : « *Nous avons formé des centaines de journalistes sur une période de dix ans dont le travail est apparu dans de grands médias internationaux* ». Cette déclaration met à mal les affirmations sur le caractère indépendant des « *journalistes opposants* » à Cuba. Ayant été formés et stipendiés par les Etats-Unis, ils répondent avant tout aux intérêts de Washington, dont le but est, comme le signalent les documents officiels du Département d'Etat », un « *changement de régime* » dans l'île [13].

D'un point de vue juridique, cette réalité place de fait les dissidents qui acceptent les émoluments offerts par l'USAID dans la situation d'agents au service d'une puissance étrangère, ce qui constitue une grave violation du code pénal à Cuba, mais également dans n'importe quel pays du monde. Interrogée à ce sujet, l'Agence se contente de rappeler que « *personne n'est obligé d'accepter ou de prendre part aux programmes du gouvernement des Etats-Unis* [14] ».

La dernière protestation de Fariñas avait gravement affecté son état de santé et il n'a dû sa survie qu'aux soins médicaux qui lui ont été prodigués par les autorités cubaines. Reconnaisant, il n'a d'ailleurs pas manqué d'exprimer sa gratitude à l'équipe médicale qui s'est occupée de lui, lors d'une interview concédée à la télévision espagnole alors qu'il se trouvait à l'hôpital [15].

Guillermo Fariñas n'a jamais eu de problèmes à exprimer son opinion à l'égard du gouvernement cubain. Il a joui à cet égard d'une liberté d'expression totale. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un oeil à ses déclarations émises durant sa dernière grève de la faim [16]. Durant son séjour à l'hôpital, il a régulièrement accordé des entretiens à la presse occidentale, s'en prenant virulemment aux autorités de l'île. Voici quelques extraits d'une interview accordée à Reporters sans frontières le 8 avril 2010 : « *Le régime castriste est totalement rétrograde, archaïque, avec un manque de flexibilité, d'humanité, avec une cruauté marquée qui laisse mourir publiquement ses opposants* ». Fariñas n'hésite pas à faire référence au « *régime totalitaire cubain* » et dénonce sans problème « *les cruautés, les abus et les tortures* » qui seraient commis dans l'île [17].

Fariñas n'est pas exempt de certaines contradictions. Alors qu'il se montre très critique du système cubain et compare la vie dans l'île à un enfer, il refuse d'émigrer malgré une proposition d'accueil de la part de l'Espagne [18]. Il est en effet curieux de refuser de vivre dans la neuvième puissance économique mondiale et de préférer rester dans un petit pays du Tiers-monde, en proie à des difficultés économiques indéniables, aggravées par l'embargo imposé par les Etats-Unis et par la crise mondiale. Il y a une raison à cela. En partant à l'étranger, Fariñas ne recevrait plus aucune aide financière ni des Etats-Unis ni de l'Union européenne.

La politisation du Prix Sakharov

Le Parlement européen a choisi, pour la troisième fois en neuf ans, un dissident cubain pour le Prix Shkarov, malgré la qualité des deux autres prétendants, l'ONG israélienne *Breaking the Silence* et l'opposante éthiopienne Birtukan Mideksa [19].

Breaking the Silence a été créé en 2004 par des soldats israéliens et des anciens combattants et « *montre au public israélien la réalité de l'occupation israélienne vue à travers les yeux des soldats. Elle participe au débat sur l'impact de l'occupation prolongée des territoires palestiniens* », selon le Parlement. Quant à Birtukan Mideksa, il s'agit d'une femme politique et ancienne juge éthiopienne, leader de l'opposition, condamnée à la prison à vie en 2008, pour avoir dénoncé l'emprisonnement des opposants dans son pays, puis libérée en octobre 2010 [20].

Il ne s'agit pas de critiquer Guillermo Fariñas pour son action. Il faut en effet une certaine dose de courage personnel pour risquer sa vie en observant une grève de la faim. Néanmoins, le choix du Parlement européen est discutable dans la mesure où il intègre d'abord et avant tout des paramètres politiques. En effet, dominé par la droite, le fait de récompenser une nouvelle fois l'opposition cubaine au détriment de toutes les personnes qui risquent véritablement leur vie à travers le monde pour défendre la cause des droits de l'homme et des libertés, ne peut être le fruit du hasard [21].

De plus, cette distinction intervient alors que le gouvernement cubain a procédé à la libération de la quasi-totalité des prisonniers dits « *politiques* » recensés par Amnistie Internationale. Les treize restants, après la libération de 39 personnes depuis juillet 2010, seront libérés avant la fin du mois de novembre 2010, selon l'accord passé entre La Havane et l'Eglise catholique cubaine [22]. On ne peut que constater que la décision du Parlement repose surtout sur des critères idéologiques et jette une ombre sur la crédibilité des objectifs officiels du Prix Sakharov, à savoir la défense des droits de l'homme.

Certains parlementaires européens ont critiqué cette décision, prise en comité restreint à huis clos lors de la Conférence des Présidents, en non en séance plénière en présence de tous les députés. L'eurodéputé espagnol Willy Meyer du groupe *Izquierda Unida* a regretté « *l'option idéologique [prise par le Parlement] qui n'a rien à voir avec la défense des droits de l'homme dans le monde entier, à une époque de guerres et de graves problèmes où des milliers de militants des droits humains sont poursuivis dans le monde, et que leur travail n'est pas reconnu ou est occulté* [23] ». De son côté, María Múñiz, porte-parole des socialistes espagnols à la Commission des Affaires étrangères du Parlement, a regretté que les autres candidats aient été négligés et que la « *progressive libération des prisonniers cubains dissidents* » n'ait pas été prise en compte [24].

Conclusion

Guillermo Fariñas a choisi, comme les opposants cubains médiatisés par la presse occidentale, de vivre de l'activité dissidente, car elle offre des perspectives financières indéniables et un niveau de vie bien supérieur à celui des Cubains dans un contexte marqué par des difficultés économiques et les pénuries matérielles. Le Prix Sakharov n'est pas uniquement une distinction honorifique. Il s'agit également d'une forte rétribution économique de 50 000 euros. Cela représente une somme considérable, surtout pour les Cubains, quand on sait la réalité du système social dans l'île. En guise d'exemple, Fariñas n'a pas eu à déboursier le moindre centime pour son hospitalisation de plusieurs mois, est propriétaire de son logement comme 85% des Cubains et bénéficie du carnet de rationnement qui lui permet d'obtenir gratuitement des produits alimentaires.

Guillermo Fariñas a parfaitement le droit d'exprimer ouvertement son désaccord avec un système politique qu'il a défendu jusqu'à l'âge de trente ans. Il ne doit pas être critiqué pour cela. Ses antécédents judiciaires ne doivent pas non plus être occultés. Néanmoins, il est difficile de croire, au vu des puissants intérêts politiques et médiatiques occidentaux qui le soutiennent, que son action est réellement indépendante et uniquement axée sur la question des droits de l'homme. En acceptant les émoluments de la part de Washington - qui finance publiquement les opposants cubains -, il se met au service d'une politique destinée à renverser le gouvernement cubain.

* **Salim Lamrani.** Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, est enseignant chargé de cours à l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais* (Paris : Editions Estrella, 2009).

- [1] *Parlement européen*, « [Gros plan sur les droits de l'homme : le Prix Sakharov 2010](#) », 21 octobre 2010. (site consulté le 26 octobre 2010).
- [2] *Ibid.* ; *EFE*, « Fariñas, el rostro de la huelga de hambre or los presos políticos cubanos », 21 octobre 2010.
- [3] *Associated Press*, « EU Rights Prize for Cuban Dissident Farinas », 21 octobre 2010.
- [4] *Parlement européen*, « Gros plan sur les droits de l'homme : le Prix Sakharov 2010 », *op. cit.*
- [5] *Ibid.*
- [6] Alberto Núñez Betancourt, « Cuba no acepta presiones ni chantajes », *Granma*, 8 mars 2010.
- [7] Alberto Núñez Betancourt, « Cuba no acepta presiones ni chantajes », *op. cit.*
- [8] *EFE*, « Fariñas, el rostro de la huelga de hambre or los presos políticos cubanos », *op. cit.*
- [9] *Associated Press*, « EU Rights Prize for Cuban Dissident Farinas », 21 octobre 2010.
- [10] Félix Rousseau, « Fariñas, épine dans le pied de Raúl Castro », *Libération*, 17 mars 2010.
- [11] Salim Lamrani, *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais*. Paris, Editions Estrella, 2009, p. 79-105.
- [12] Along the Malecon, « [Exclusive : Q & A with USAID](#) », 25 octobre 2010. (site consulté le 26 octobre 2010).
- [13] *Ibid.*
- [14] *Ibid.*
- [15] [59 segundos](#), « [Cuba](#) », 12 avril 2010. (site consulté le 26 octobre 2010).
- [16] Mauricio Vicent, « 'Hay momentos en la historia en que tiene que haber mártires' », *El País*, 2 mars 2010.
- [17] *Reporters sans frontières*, « [Interview de Guillermo Fariñas](#) », 8 avril 2010. (site consulté le 26 octobre 2010)
- [18] Juan O. Tamayo, « Fariñas no acepta la oferta de recuperarse en España », 30 mars 2010.
- [19] *Parlement européen*, « [Présentation des trois finalistes 2010](#) », 1er octobre 2010. (site consulté le 26 octobre 2010).
- [20] *Ibid.*
- [21] *Agence France Presse*, « Los tres premios Sajarov de la oposición cubana », 21 octobre 2010.
- [22] *EFE*, « Damas instan al gobierno a cumplir plazo de excarcelaciones », 25 octobre 2010 : Andrea Rodriguez, « Anuncian liberación de presos no incluidos en acuerdo », 10 octobre 2010.
- [23] Willy Meyer, « El premio Sajarov queda hoy tocado del ala », *Izquierda Unida*, 21 octobre 2010. <http://www1.izquierda-unida.es/node/7945> (site consulté le 27 octobre 2010).
- [24] *Associated Press*, « División de opiniones en España tras premio europeo a cubano Fariñas », 21 octobre 2010.